

**Communiqué du comité de campagne**  
**1<sup>ère</sup> Circonscription de Seine-Saint-Denis**  
**(Épinay, Saint-Ouen, Saint-Denis Sud, l'Île-Saint-Denis)**

Le résultat du premier tour de l'élection législative dans la 1<sup>ère</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis confirme, en les accentuant, les caractéristiques des résultats nationaux. Près de 64 % des électeurs de notre circonscription ont, par l'abstention, le vote blanc ou nul, refusé de participer au vote. Dans les quartiers ouvriers et populaires, par exemple à Épinay dans les quartiers d'Orgemont et Centre-ville d'Épinay ce rejet dépasse les 70 %. L'électorat ouvrier et populaire a dit clairement : nous n'avons rien à attendre de ces élections.

Quoiqu'en disent les médias, ce rejet frappe tous les candidats. A Épinay et Saint-Ouen, le candidat de la République En Marche Sébastien Ménard totalise 5 574 voix contre 8 454 voix pour Macron au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle. Eric Coquerel, de la France insoumise, en totalise lui 3 263 contre 12 549 pour Mélenchon au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielles.

Ce dernier paie le prix de la politique de division menée par son mouvement, imposant sa candidature face au candidat du PCF Frédéric Durand, et le flou de la campagne de la France insoumise sur les perspectives offertes aux travailleurs et à la jeunesse de ce pays. Il n'était plus question de convoquer une assemblée constituante mais d'obtenir une majorité pour cohabiter avec le président Macron. Comme si l'Assemblée nationale de la Ve République, parlement croupion dont le rôle est strictement encadré par les pouvoirs du Président de la République et par les traités et directives de l'Union européenne, pouvait être un cadre de résistance au programme réactionnaire de Macron ! Toute l'histoire de la Ve République montre le contraire.

A l'opposé de toutes les forces politiques qui tentent de redonner une légitimité aux institutions en place, nous déclarons : contre ce gouvernement ultra réactionnaire qui veut tout détruire, seule la lutte de classe unie permettra de sauver le Code du travail, la Sécurité sociale et les droits ouvriers et de mettre en échec la tentative d'inscrire dans la Constitution l'état d'urgence permanent.

Il ne fait pas de doute que le large mouvement d'abstention et de rejet s'exprimera à nouveau au second tour, frappant d'illégitimité l'Assemblée issue du scrutin. Pour autant nous ne mettons pas sur le même plan le candidat de La République En Marche qui veut voter la destruction du Code du travail et de la Sécurité sociale préparée par Macron et celui qui déclare s'y opposer. Du point de vue des intérêts ouvriers et populaires, même si cela ne changera pas la situation d'ensemble, il est préférable que M. Ménard soit battu. Mais, répétons-le, l'essentiel est ailleurs : dans le combat pour forger l'unité ouvrière pour bloquer et défaire ce gouvernement illégitime et sa politique.

Nous remercions les 48 électeurs qui, dans ce mouvement général de rejet, ont tenu, en votant pour nous, à exprimer leur accord avec la nécessité de construire un parti ouvrier qui combatte pour la rupture avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne, pour la convocation d'une assemblée constituante souveraine qui redonne le pouvoir au peuple, pour un gouvernement ouvrier qui prenne les mesures nécessaires à la sauvegarde de la population.

Au-delà, dans cet extraordinaire phase de décomposition et de confusion qui s'ouvre, une discussion est nécessaire et nous souhaitons la mener avec l'ensemble des travailleurs et militants, quels que soient leur vote et leur sympathie pour le PS, le PC, le PG, La France insoumise : faut-il pour la classe ouvrière disposer d'instruments qui lui permettent d'agir et de combattre ? Faut-il des syndicats ? Faut-il un parti ? Faut-il un parti ouvrier ? Discutons-en pour préparer les combats futurs.